

Recherches sociographiques



Réjean PELLETIER, *Partis politiques et société québécoise; de Duplessis à Bourasse, 1944-1970*

Jean-Pierre Beaud

Volume 31, numéro 1, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056508ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056508ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beaud, J.-P. (1990). Compte rendu de [Réjean PELLETIER, *Partis politiques et société québécoise; de Duplessis à Bourasse, 1944-1970*]. *Recherches sociographiques*, 31(1), 134–137. <https://doi.org/10.7202/056508ar>

“beaux côtés” d’un tel programme, ce serait faire preuve de mauvaise foi ou se fermer carrément les yeux [...]» (P. 287.)

Peu convaincu d’avoir su démontrer ou convaincre, l’auteur demande au lecteur de le croire. Ce genre de propos n’a ordinairement pas sa place dans un travail scientifique; il témoigne d’un inconfort théorique qui aurait pu être écarté par l’explicitation du cadre conceptuel présent partout mais nulle part systématisé. Il aurait pu être évité, car, en somme, si l’on fait exception de ce passage incomplet de l’introduction, l’œuvre est cohérente dès lors que ces *a priori* sont aperçus. Bien plus, Vaillancourt, qui a pourtant passé quinze années à étudier ce vaste domaine, ne prétend jamais vider le sujet ni donner l’explication finale à toutes ces questions; lorsqu’il est accepté que l’angle d’analyse est circonscrit, qu’il explique un certain ordre de faits par un certain nombre de données, mais qu’il n’entend jamais expliquer tout de la question en utilisant toutes les données possibles, cet ouvrage titanesque est convaincant. Nul besoin de bonne foi pour constater qu’il s’agit d’une pièce importante dans l’étude de l’histoire politique du Québec contemporain.

Gérard DUHAIME

*Département de nutrition humaine et de consommation,
Université Laval.*

Réjean PELLETIER, *Partis politiques et société québécoise; de Duplessis à Bourassa, 1944-1970*, Montréal, Québec/Amérique, 1989, 397 p.

«Tu n’es pas un enfant; à ton âge, tu devrais comprendre qu’un programme c’est bon avant les élections et les élections sont terminées.» C’est ainsi, comme le rapportent McROBERTS et POSGATE dans *Développement et modernisation du Québec*, que Maurice Duplessis, peu de temps après la prise de pouvoir de 1936, s’adressait à un René Chaloult mécontent de voir le nouveau Premier ministre renier le programme de réformes mis de l’avant par l’Action libérale nationale et défendu par Duplessis lui-même pendant la campagne électorale. Cette conception cynique (du point de vue des politiciens) ou désabusée (du point de vue des électeurs) de la politique, et plus particulièrement des promesses et programmes électoraux, est fort répandue. Elle n’est toutefois pas celle que reprend Pelletier dans *Partis politiques et société québécoise*: «depuis 1960 au Québec, les programmes ont été une source importante d’inspiration des politiques conçues par les différents gouvernements». (P. 19.) Une fois au pouvoir, les partis «cherchent habituellement à mettre en œuvre leur programme». (*Ibid.*) Ils fournissent donc une des clefs permettant de comprendre les transformations qu’a connues la société, à tout le moins celles qui ont été provoquées ou relayées par le politique. Bien sûr, cette thèse vaut ce que vaut le principe qui l’établit, à savoir la fiabilité des programmes. Il est vrai que cette prémisse semble maintenant suffisamment bien illustrée — mais l’auteur sur ce plan reste allusif — pour qu’on assimile, comme il le fait, le principe inverse, celui de la non-fiabilité, à une «croyance». Voilà donc la première proposition qui sous-tend la recherche de Pelletier; plus exactement, qui la légitime: après tout, si les programmes ne sont que des instruments de persuasion, sans

valeur informative sur ce qui est concrètement fait après les élections, leur étude — le cœur de *Partis politiques et société québécoise* — ne se justifie guère.

Le deuxième principe sur lequel repose l'ouvrage, c'est l'autonomie relative des partis vis-à-vis des pressions qui viennent du social. Ils ne sont pas, en fait, de simples relais des demandes de la société: ils créent, à partir d'elles, quelque chose d'original, de singulier (un programme, des propositions d'action) qui traduit, de façon plus ou moins complète, une sorte de «projet de société». (Pp. 16 et 373.) En découle l'idée, qui encore une fois va à l'encontre du sens commun (en l'occurrence, de la formule du «bonnet blanc – blanc bonnet»), que les produits offerts à l'électorat ne sont pas interchangeables. Les militants et les leaders donnent, dans une certaine mesure, une coloration à ces produits. Leur socialisation, la génération à laquelle ils appartiennent, le milieu d'où ils proviennent, leurs convictions laissent leur empreinte dans le programme même d'un parti. Dans les périodes d'intense polarisation, il n'est donc pas surprenant de voir les discours partisans diverger profondément.

En bref, selon Pelletier, les partis, à des degrés divers, peuvent être considérés comme des forces politiques autonomes et comme des agents de transformation sociale. (P. 373.) C'est donc en quelque sorte à une défense et illustration des partis comme forces de changement que nous convie le politicologue de Laval.

On comprendra, compte tenu des principes adoptés par l'auteur, qu'il ait choisi d'étudier, d'une part, les programmes officiels des partis (ainsi que les thèmes abordés durant les campagnes électorales), d'autre part, le personnel politique qui produit ou porte ces programmes et ces thèmes. Dans la mesure où les partis ne sont pas des organisations totalement autonomes, dans la mesure où leurs programmes ne s'élaborent pas en vase clos, il convenait de présenter également, et c'est ce que fait Pelletier, le substrat économique et social.

Et c'est en fonction de ces trois éléments d'explication (programmes, personnel, contexte) et de la distinction — classique — entre l'avant et l'après-1960 qu'est structuré le livre. Comme on le voit, Pelletier a choisi de prendre cette date charnière (il n'est pas le premier à le faire). Il se refuse, toutefois, à en faire le symbole d'une rupture totale: sur bien des plans, en effet, on peut parler d'une continuité entre les années cinquante et les années soixante. La rupture de 1960 fut en fait essentiellement d'ordre politique. Et elle a été en quelque sorte «préparée et fécondée [...] par une série d'événements importants (urbanisation, industrialisation, syndicalisation, etc.) qui ont ébranlé les structures sociales du Québec et préparé les esprits à une évolution encore plus grande». (P. 209.) Elle est aussi d'une certaine façon le résultat d'une «contestation sociale et nationale qui s'était affirmée avec de plus en plus de force dans le Québec de l'après-guerre». (Pp. 209s.)

Il y a donc à la fois rupture et continuité, rupture et filiation. Ainsi, et c'est là une des conclusions les mieux étayées du livre, les programmes du Parti libéral des années cinquante annoncent déjà en grande partie les changements qui s'opéreront durant les années de révolution tranquille. Ainsi la classe porteuse d'un nouveau projet de société, la nouvelle classe moyenne, est le produit de ces transformations de l'après-guerre, de «la croissance du secteur tertiaire», de «l'expansion bureaucratique des organisations». (P. 192.) C'est de cette nouvelle classe, de cette «classe-charnière qui occupe une position milieu entre les propriétaires du capital et des moyens de production et les travailleurs qui en sont dépourvus» (pp. 168s), que se dégagera la nouvelle élite dirigeante des années soixante. Il faut préciser,

toutefois, que «les transformations les plus profondes au sein du personnel politique ne se feront vraiment sentir qu'à partir de l'élection de 1966 et non pas dès 1960». (P. 376.)

[...] il a suffi de l'arrivée d'un nouveau parti au pouvoir [le Parti libéral] et de la présence de quelques leaders déterminés à mettre en œuvre le programme du parti et parfois à le dépasser [René Lévesque, Paul Gérin-Lajoie, Georges-Émile Lapalme, entre autres], leaders eux-mêmes secondés par une nouvelle fonction publique, pour que s'amorcent les grandes réformes identifiées à la Révolution tranquille. (P. 341.)

Quand on parle de représentants d'une nouvelle classe aux commandes de l'État, c'est donc essentiellement à ce groupe de réformistes qu'il faut songer. Le thème de «la construction d'un État québécois moderne et efficace» (p. 192), qui est la proposition de base de l'idéologie néo-nationaliste, dominera, au moins jusqu'en 1968, le discours politique, structurant le champ politique québécois (p. 261), s'imposant même à l'Union nationale (U.N.), avant d'être remplacé ou plutôt concurrencé par celui de la place du Québec dans la fédération canadienne (p. 363). C'est alors le signe d'une scission dans la nouvelle classe moyenne même, dans l'élite dirigeante, et donc d'une nouvelle rupture politique et d'un réalignement des partis. Voilà résumée plus succinctement qu'il n'y paraît —le livre est dense, riche, épais— l'argumentation de Pelletier, étayée par l'analyse des programmes et du personnel.

De cette histoire politique du Québec, un certain nombre de «leçons» peuvent être tirées. Il ressort d'abord que l'enjeu majeur de toute campagne électorale, c'est peut-être la détermination de ses thèmes mêmes. Qui réussit à imposer les siens lors d'une campagne, comme ce fut le cas, par exemple, pour Duplessis en 1944, a déjà de bonnes chances de *s'imposer*. Mieux, qui réussit à définir les «véritables» acteurs de la campagne, à nier même l'existence d'un adversaire, a déjà presque la course gagnée. Ainsi, en 1948, Duplessis arrive à imposer l'idée d'une lutte entre l'Union nationale et les libéraux fédéraux, «le parti libéral provincial [étant] complètement ravalé au rang de subordonné». (P. 42.)

L'étude de Pelletier permet également de constater que bien des thèmes, des idées, des solutions, des débats qu'on tient, à une certaine époque, pour novateurs, originaux, avaient déjà alimenté, à une autre, programmes et discours partisans. C'est le cas, du thème, très actuel, de l'assainissement des finances publiques qui, en 1944, constituait «un élément majeur du discours libéral». (P. 73.) C'est le cas également de thèmes comme ceux de la protection de l'environnement, de l'immigration.

Le livre permet aussi d'établir un parallèle, déjà évoqué par plusieurs, entre le Parti libéral des années 1950-1960 et le Parti québécois des années 1970. On notera, en particulier, que les deux formations se singularisent à leur époque respective par la scolarité très poussée de leurs députés, par le fait qu'ils sont souvent en mobilité sociale ascendante par rapport à leurs parents, par le rôle que jouent les références à l'État dans leur discours.

On le voit, *Partis politiques et société québécoise* est un ouvrage important, et il serait bon qu'il soit perçu non seulement comme une étude de science politique, mais également comme un livre d'histoire du Québec. Il demeure que, comme tout livre, celui de Pelletier compte quelques faiblesses. Signalons premièrement que, pour ce qui concerne la campagne électorale de 1956, le corpus sur lequel il s'appuie, les articles du *Devoir* et du *Soleil*, pose problème: pendant cette campagne, «aucun journaliste de ce quotidien [*Le Devoir*] n'est autorisé par le chef unioniste à assister à ses assemblées». (P. 49.) Ce sont donc essentiellement les reportages du *Soleil* qui sont mis à contribution pour dégager la thématique partisane. Ne perd-on pas ainsi l'indispensable instrument de contrôle que constituerait l'autre source?

On peut également se demander si l'hypothèse selon laquelle les partis politiques québécois sont des agents de transformation sociale n'a pas été vérifiée à trop bon compte par l'auteur. À la toute fin du livre, et l'argumentation sur ce plan m'apparaît plutôt faible, il note que «si l'on s'en tient aux deux grandes formations qui ont dominé la vie politique québécoise, chacune à une époque particulière, on peut dire que l'Union nationale et le Parti libéral ont agi comme force de changement social, mais selon des orientations nettement différentes». (P. 374.) Il ajoute que «pour l'U.N., il s'agissait, durant les décennies 40 et 50, de s'opposer à tous les détracteurs de l'ordre établi en privilégiant le maintien et la défense des valeurs fondamentales de la société canadienne-française». (*Ibid.*) Si l'U.N. avait choisi d'aller dans le sens de ce que souhaitaient les détracteurs de l'ordre, n'aurait-on pas conclu qu'elle était aussi un agent de transformation sociale? Dans ces conditions, on peut s'interroger sur l'utilité d'une telle hypothèse. En fait, l'auteur ne voulait-il pas plutôt montrer, et cela a été bien exposé, que les partis n'étaient pas de simples relais des pressions venant du social, qu'ils *prenaient parti*?

Enfin, et on touche là, à mon sens, au problème majeur que pose la recherche, le point de vue adopté, le corpus soumis à l'analyse, ne conduisaient-ils pas presque inévitablement à cette vision politique et élitiste de l'histoire du Québec? Si l'auteur conclut à une autonomie —relative certes— du politique et au rôle décisif des élites dans le changement, n'est-ce pas parce que les objets retenus (programmes, discours) ont été produits par ces mêmes élites politiques? La question, assurément, mérite d'être soulevée. L'idéologie néo-nationaliste, l'idéologie de la Révolution tranquille, dont l'auteur dégage les traits principaux, c'est aussi une façon d'interpréter l'histoire, de relire le passé; c'est aussi une problématique qui imprègne une bonne partie des textes retenus par Pelletier. (Ceux de LÉTOURNEAU et de GINGRAS et NEVITTE.) Est-on sûr, quand on travaille à partir d'un tel corpus, de s'en déprendre, surtout si l'on ne dispose pas de quelque antidote de quelque auteur exprimant un autre point de vue?

Voilà quelques-unes des questions qu'on peut adresser à ce livre particulièrement riche et important. Si j'étais chef de parti, j'inciterais fortement les militants de mon organisation à le lire: ils y trouveraient des raisons de ne pas désespérer des partis.

Jean-Pierre BEAUD

*Département de science politique,
Université du Québec à Montréal.*

GRIDEQ/I.D.N.S., *Les villages ruraux menacés: le pari du développement*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 1989, 260 p. («Actes et instruments de la recherche en développement régional», 7.)

Tenu en septembre 1988 à La Trinité-des-Monts, dans l'arrière-pays du Bas-Saint-Laurent, le colloque dont voici les actes était organisé par le Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est-du-Québec, en collaboration avec l'Institut de